
PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

A R R Ê T É

Direction
des Affaires Locales

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU le récépissé de déclaration du 27 août 1987 délivré à M. Patrice DEMOY demeurant à SAINT-YGEAUX, au lieu-dit "Kersaint" pour l'exploitation au lieu-dit "Restelan" d'un élevage de 15.000 volailles ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension de cet élevage par création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 77.000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux de SAINT-YGEAUX (14 janvier 1993), LANISCAT (5 décembre 1992), PLUSSULIEN (10 novembre 1992), PLELAUFF (24 novembre 1992) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 8 janvier 1993, 1er décembre, 10 novembre et 9 novembre 1992 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 juillet 1993 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 30 juillet 1993 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

a) Le récépissé de déclaration susvisé du 27 août 1987 est abrogé.

b) M. Patrice DEMOY demeurant à SAINT-YGEAUX, au lieu-dit "Restelan" est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section ZI n° 63 et ZK n°s 43 et 44) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 -

La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58-6° de la nomenclature sera de 92.000 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant 15.000 dindes de chair,
- élevage à créer 77.000 poulets de chair.

ARTICLE 3 -

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) évacuation régulière des fientes vers la zone d'épandage après chaque fin de bande ;

5°) Application des prescriptions législatives et réglementaires édictées pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

8°) Conditions particulières d'épandage

Mme LE BRIS demeurant à SAINT-YGEAUX, au lieu-dit "Le Traer", devra respecter une distance de 500 mètres pour l'épandage des déjections sur la parcelles cadastrée section ZM n° 2, par rapport à la pisciculture "Kerlabour" en SAINTE-TREPHINE.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT-YGEAUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Patrice DEMOY.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Patrice DEMOY dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 - le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
le Sous-Préfet de GUINGAMP,
le Maire de SAINT-YGEAUX,
l'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Patrice DEMOY pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administrative ou de police ainsi qu'aux maires de LANISCAT, PLUSSULIEN, SAINTE-TREPHINE, PLELAUFF, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 28 SEP, 1993



Le PREFET
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Philippe SABLAYROLLES